

**PÉROU / CHILI**

**Affaire Fujimori : la campagne internationale rassemble 20 000 signatures**

Index AI : AMR 46/008/2006

ÉFAI

**Embargo : jeudi 30 mars 2006  
(01h00 TU)**

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

(Santiago) Amnesty International et la *Coordinadora Nacional de Derechos Humanos* (CNDDHH, Coordination nationale des droits humains) ont annoncé publiquement ce jeudi 30 mars 2006 que plus de 20 000 personnes avaient adhéré à la campagne menée à l'échelle internationale pour obtenir l'aboutissement rapide des poursuites engagées contre Alberto Fujimori.

En provenance de l'Argentine, du Chili, de l'Espagne, du Mexique, du Pérou et du Royaume-Uni, ces signatures viendront s'ajouter à celles qui seront présentées à la justice chilienne dans un proche avenir.

« Ces 20 000 signatures représentent les 20 000 victimes du conflit armé au Pérou pour lesquelles Alberto Fujimori n'a signifié que torture, mort et impunité », a déclaré Amnesty International.

« Il est essentiel pour l'avenir du Pérou qu'Alberto Fujimori soit jugé pour les crimes contre l'humanité qui lui sont imputés, a souligné quant à elle la CNDDHH. Un Pérou sans justice, c'est un Pérou sans avenir. »

« La lutte contre l'impunité doit impliquer non seulement les proches des victimes qui cherchent à obtenir justice mais également toutes les personnes qui se préoccupent de cette question et sont sensibles au sort des victimes, a déclaré Gisella Ortiz dont le frère Luis Enrique Ortiz Perea est l'une des victimes du massacre de l'Université de La Cantuta.

« Toute personne ayant un minimum de sensibilité ne peut rester indifférente à ces affaires », a déclaré au moment de signer la pétition Jaime Beneyto, bénévole de la section espagnole d'Amnesty International

« Moi, ce qui m'incite à signer c'est qu'il me semble aberrant que des crimes d'une telle nature puissent rester impunis », a écrit Edurne de la Hera, cyber-militante espagnole.

« Je participe à cette campagne parce que je crois que les crimes contre l'humanité doivent être punis pour que ne se renouvellent jamais ces actes qui portent atteinte à la conscience même de l'humanité », a déclaré Pablo Arenales, défenseur des droits humains colombien.

Pour Amnesty International, « la campagne se poursuivra jusqu'à ce que justice soit rendue et des réparations accordées à toutes les victimes de violations des droits humains au Pérou ».

Alberto Fujimori est toujours détenu à Santiago, au Chili, en attendant que la justice chilienne statue sur la demande d'extradition que lui a adressée le gouvernement péruvien en janvier 2006. Le gouvernement péruvien a accusé l'ex-président d'être responsable du massacre de 15 hommes, femmes et enfants à Barrios Altos (Lima), en 1991 ainsi que de la disparition forcée et de l'assassinat de neuf étudiants et un enseignant de l'université de la Cantuta, en 1992.

Vous trouverez plus de détails sur cette campagne (en anglais ou en espagnol) sur les sites suivants :

-[http://www.es.amnesty.org/actua/fujimori\\_dic05/](http://www.es.amnesty.org/actua/fujimori_dic05/)  
(site de la section espagnole d'Amnesty International)

-<http://www.amnestyusa.org/countries/peru/index.do>  
(site de la section des États-Unis d'Amnesty International). ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**